

www.realites.com.tn

Réalités

Hebdomadaire indépendant fondé en 1979 - N° 1901 - Du 10 au 16 /6/2022



Bourguiba, le réformateur

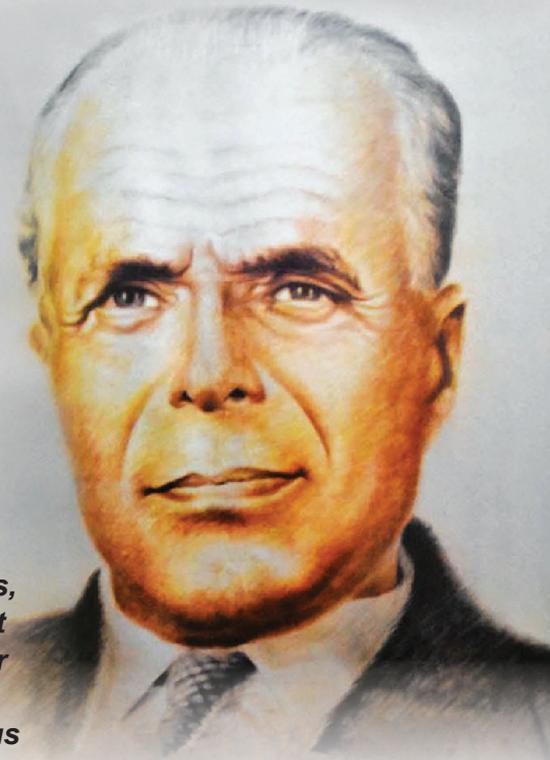
Les leçons et les enseignements

Habib Bourguiba, le réformateur

Les leçons et les enseignements

Par Mohamed Ali Ben Sghaïer

La date du 1er juin 1955 aurait pu passer cette année inaperçue, comme ce fut le cas d'ailleurs les années précédentes, pourtant elle s'assimile à une date glorieuse et gravée dans la mémoire des Tunisiens. Ce jour symbolique, illustre, mémorable et emblématique lié au retour triomphal du leader Bourguiba de son exil représentait, dans la saga de l'indépendance, une date clé. Heureusement que l'Association des études bourguibiennes a pris, de concert avec l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts Beït al-Hikma, la méritoire initiative de célébrer ce premier pas sur le chemin de la libération de la Tunisie en organisant les 1er et 2 juin, la première édition des Journées bourguibiennes sous le thème «Habib Bourguiba, le réformateur».



En présence d'une assistance triée sur le volet composée dans sa majorité d'éminentes personnalités politiques ayant occupé de très hautes fonctions au sein de l'Etat telles que les anciens présidents de la République Foued Mebazaâ et Mohamed Ennaceur, l'ancien président de la Constituante Mustapha Ben Jaâfar, l'ancien ministre des Transports puis des Affaires sociales sous Ben Ali, Ahmed Smaoui et bien d'autres anciens commis de l'Etat. Cette rencontre a permis à cette constellation de conférenciers d'étudier Bourguiba ainsi que la série de réformes qu'il avait entreprises dès le milieu des années 1950.

Etudier Bourguiba, «c'est étudier la Tunisie, son histoire, son présent et son avenir», énonce Mahmoud Ben Romdhane, président de l'Académie lors de l'ouverture de cet événement dont nous publions les actes de la première journée.

Quant au président de l'Association des études bourguibiennes, Ahmed Ounaïes, il a considéré qu'à travers cette manifestation marquée malheureusement par l'absence criante des nouvelles générations de Tunisiens, « nous répondons à un devoir impérieux qui émane de notre tréfonds, celui d'évoquer la place de l'homme, président, leader et penseur Habib Bourguiba qui fut un conservateur, un partisan de la philosophie du capital, progressiste, réformateur et peut-être révolutionnaire ».

Trente-cinq ans après la fin de son règne, Bourguiba devrait jouir d'un jugement juste et honnête. Selon le diplomate chevronné Ahmed Ounaïes, le Zaïm croyait dans la méthode « de la réforme et non pas de la révolution et qui

ne voulait pas détruire mais plutôt critiquer pour pouvoir construire, reconstruire, reformer et faire évoluer ».

L'école de la République, clé de voûte du progrès de la Nation

Inaugurant la série des conférences de la première journée, présidée par Mounira Chapoutot Remadi, professeure émérite d'histoire à l'université de Tunis, Nouredine Dougui, historien et spécialiste de l'époque contemporaine, s'est appuyé dans son intervention sur une question éminemment importante : que désigne l'école de la République ? Pour l'orateur, la réponse était limpide et sans ambages. Il s'agit d'une « institution éducative issue des politiques publiques volontaristes visant à mettre l'instruction à la portée du peuple tunisien », largement inspirée de Bourguiba qui a accordé dans sa pensée, une place essentielle au changement de la mentalité et considéré l'école comme principal levier du changement.

Bourguiba a fait face en 1956, alors que la Tunisie venait à peine d'arracher son indépendance, à des problèmes insurmontables à cause d'un héritage éducatif assez lourd, issu du protectorat français, précise le panéliste. Cet héritage a été marqué par un taux de scolarité ne dépassant pas 20%, et par une carte scolaire discordante basée sur une disparité immense entre les régions côtières et celles de l'intérieur du pays, un vrai désert scolaire, et entre les groupes, les confessions et les populations, tunisienne, européenne, israélite ou autres.

L'auteur de «Wassila Bourguiba : La main invisible», un remarquable ouvrage biographique dévolu à la première

Dame de la Tunisie indépendante, s'est basé dans son exposé sur la problématique inhérente à la manière dont s'est effectuée la transition du système scolaire et ce, du protectorat vers l'école de la République.

La genèse de la réforme de l'éducation s'est confrontée, d'après Pr Dougui, à quatre problèmes, à savoir l'unification de l'enseignement, la planification de la capacité d'accueil scolaire, le contenu de la formation et la langue de l'enseignement. Cette réforme dans laquelle se sont impliquées aussi les organisations nationales dont l'UGTT, est issue d'une mûre réflexion ayant duré deux ans et suscité le débat dans les médias tunisiens.

Pour répondre à ces exigences, des mesures d'urgence ont été mises en place. On pourra citer, d'après l'intervenant, la nationalisation des écoles coranique (213 écoles ont été nationalisées le 1er octobre 1956) et ce, à travers l'intégration de leur personnel dans la fonction publique et l'application des programmes éducatifs du ministère. La deuxième mesure consistait en la reconversion des annexes de la Grande Mosquée en établissement d'enseignement secondaire zeitounien. S'agit-il alors d'une sécularisation de l'enseignement zeitounien ?, s'interroge Pr Dougui qui opte plutôt pour une réponse nuancée. Et pour cause, les écoles à projet religieux ne seront plus cautionnées par l'Etat. L'école tunisienne continuera cependant à intégrer une dimension religieuse. Pour l'orateur, malgré leur imprégnation par l'esprit des Lumières, Bourguiba et ses collaborateurs ne se disaient pas laïcs. Mais qu'en est-il de la vision éducative bourguibienne ? Pr Noureddine Dougui se réfère, pour répondre à cette question, aux trois discours de Bourguiba prononcés en décembre 1956, en juin 1958 et en octobre 1959. Il ressortait de ces discours les grandes lignes de la réforme, son orientation, les grands principes de sa conception, le maintien des liens culturels avec la France et le rappel du rapport entre la décadence intellectuelle et le sous-développement général, ainsi que les raisons de la suppression de l'enseignement zeitounien.

L'intervenant a insisté sur le fait que l'enseignement était pour Bourguiba, « la clé de voûte du progrès de la Nation et l'affaire d'Etat qui doit avoir le monopole de sa restructuration et de son orientation ». Bourguiba était



Mahmoud Ben Romdhane et Ahmed Ounaïes étaient à l'origine d'une initiative largement saluée par les participants

convaincu que « les contenus de formation doivent correspondre aux réalités et aux objectifs du pays, répondre aux exigences de rationalité et s'inspirer des valeurs républicaines de citoyenneté et de discipline ».

La concrétisation de cette conviction ou de ce vœu en une réalité n'a pas tardé, puisqu'en 1958, considérée par Pr Dougui comme une année charnière pour la Tunisie, une loi comportant des mesures de taille a été promulguée. Cette fameuse Loi de 1958 s'est articulée sur trois grands principes, en l'occurrence « l'éducation pour tous sans distinction d'ordre racial, religieux ou social, l'accès gratuit à l'éducation à tous les degrés aux deux sexes et l'instruction obligatoire de six à douze ans lorsque les conditions s'y prêtent ».

Noureddine Dougui a passé en revue lors de son intervention les enjeux de la réforme entreprise par Bourguiba. Il s'agit notamment de l'enjeu linguistique qui était au cœur de ce projet et qui a suscité une vive polémique au sein d'une population conservatrice et fortement attachée aux valeurs arabo-musulmanes. En effet, selon l'intervenant, la tendance de l'opinion était à la veille de l'indépendance orientée vers l'arabisation progressive, une arabisation « envisagée sous l'angle de la logique identitaire ». « L'arabe, précise Pr Dougui, devient la langue principale de la culture et de la formation pour toutes les sections et toutes les options alors que le français est maintenu comme langue véhiculaire dans les seules sections



La première journée a été dirigée par l'historienne Mounira Chapoutot-Remadi

Noureddine Dougui



transitoires ». Cela dit, l'école tunisienne telle que conçue par Bourguiba, « sera bilingue et le français gardera son statut de langue étrangère privilégiée, conformément aux vues de Mahmoud Messaâdi et de l'inspecteur français Jean Debiesse ».

Cette réforme a-t-elle porté ses fruits ? Pour Noureddine Dougui, les résultats étaient largement concluants. En effet, la république de Bourguiba est parvenue à « la mise en place d'un enseignement national moderne, une dissolution de l'enseignement traditionnel et la réduction de l'enseignement purement français ». On pourra également citer parmi les acquis de cette politique de réforme l'établissement d'un réseau d'institution de formation de formateurs, la création d'une industrie du livre scolaire, la promotion de la condition féminine, le net recul de l'analphabétisme, l'ouverture du pays sur le monde et sur les valeurs du XXe siècle, etc.

La réforme de l'éducation, un vrai combat pour l'émancipation de la femme

La docteure en Lettres et civilisation françaises Rabaâ Ben Achour a, à travers une intervention très appréciée par l'assistance, décortiqué l'œuvre bourguibienne en matière de réforme de l'éducation. En effet, en se basant sur son expérience d'enseignante aux enseignements secondaire et universitaire, Rabaâ Ben Achour a dressé un bilan plutôt mitigé. Dr Ben Achour a tenté d'inscrire la réforme dans le contexte historique qui lui a donné naissance, mais aussi de

préciser ce qu'elle est devenue dans les années suivantes et au fil du temps, en particulier aujourd'hui.

Pour l'intervenante, la réforme de l'enseignement était une nécessité impérieuse, voire un « impératif qui était d'autant plus important qu'il constituait une des priorités des revendications déjà des jeunes Tunisiens au 19e siècle puis des destouriens ». Le développement de la Nation fraîchement indépendante passait inévitablement par la formation « des ingénieurs, des cadres supérieurs, des techniciens, des fonctionnaires, et une main-d'œuvre capable de répondre aux exigences des services publics, de l'industrie, de l'agriculture et du commerce ». Un autre aspect ayant marqué cette réforme, selon l'oratrice, a trait à la reconstruction de « la personnalité nationale » et ce, « en unifiant l'enseignement, en le généralisant et en donnant à la langue arabe, reconnue déjà comme langue officielle dans les conventions de l'autonomie interne, la place qui lui revenait ».

Ces choix fondamentaux imposés par la décolonisation et par le projet de développement économique et social, explique l'intervenante, étaient d'autant plus difficiles à cristalliser qu'ils ne faisaient pas l'unanimité. De ce fait, poursuit-elle, ces choix ont opposé « les adeptes de l'arabisation totale et les partisans du bilinguisme et de l'arabisation progressive ».

Ce projet que Rabaâ Ben Achour considère comme « éminemment politique », qui se fonde tout à la fois « sur la nécessité de développement technique, matériel et culturel, mais aussi sur la restauration de la

Ahmed Ounaïes :

“Il est temps de se réconcilier avec les valeurs bourguibiennes”

Dans quel cadre inscrivez-vous ces journées bourguibiennes ?

Ces journées ont été initiées pour rendre justice à Habib Bourguiba qui a réformé la société tunisienne dont nous étions, ma génération, celle d'après et actuellement les meilleurs bénéficiaires.

Parce que nous sommes préparés à observer le présent et appréhender l'avenir du même point de vue que Bourguiba nous l'a inculqué. C'est-à-dire une réconciliation entre notre passé, notre présent et notre avenir, et une promotion de la Tunisie dans son contexte régional et mondial.

Nous n'aurions pas pu le faire en reniant notre passé, nous n'aurions pas pu le faire sans la modernisation de la société tunisienne et sans l'acquisition des outils de la modernité et du progrès qui nous permettent de nous réconcilier avec les valeurs de la civilisation de notre temps.

Ayant accédé à ce stade du progrès intellectuel, nous sommes en mesure de nous adapter, de nous projeter et de nous positionner sur la trajectoire du temps présent et de déterminer notre propre destin.

Cette projection dans l'avenir requiert absolument l'inclusion de la nouvelle génération, chose qui semble loin d'être réalisable. En témoigne la quasi-absence de cette catégorie sociale lors de l'évènement que vous organisez. S'agit-il d'une rupture générationnelle ?

Effectivement, il y a eu une réaction, un balancier, un mouvement de balancier contraire qui a nié l'apport de Habib Bourguiba et rompu le lien entre les générations. Nous sommes en train de souffrir de cette rupture.

Notre contribution en tant qu'Association des études bourgui-



Rabaâ Ben Achour

personnalité tunisienne, était tributaire d'un contexte pour le moins complexe ». En effet, l'analphabétisme, la diversité des modèles d'enseignement et le manque d'enseignants ont plongé selon l'oratrice, les responsables dans une inextricable contradiction. Et c'est là qu'une vague de questions a été soulevée par Ben Achour : « *Que fallait-il faire ? Opter pour l'arabisation totale et condamner le pays au repli identitaire ? Maintenir l'enseignement du français et de la culture qui le véhicule et faire d'une certaine façon allégeance au colonisateur ? Jeter son dévolu sur un système bicéphale déjà en cours dans les écoles franco-arabes et au collège Sadiki ? La réforme qui se voulait moderne et au diapason de l'Europe pouvait-elle sans choquer l'opinion et les partisans de l'ancrage dans la culture nationale, faire l'impasse sur l'arabisation et l'intégration de l'enseignement religieux dans les programmes ? Comment se présente la nouvelle réforme qui se fonde sur les choix de la modernité scientifique et de la double culture ? Comment a-t-elle évité les écueils d'un choix qui pouvait engendrer le mécontentement de l'opinion ? Comment cette réforme, qui trahissait hésitations et atermoiements durant la période transitoire, a-t-elle réussi à s'imposer avec force en 1958 ? »*

En passant en revue la progression du processus éducatif en Tunisie, la chercheuse a précisé que notre pays disposait, avant même la conquête française, « *d'un système éducatif complexe à côté de l'enseignement traditionnel et millénaire dispensé dans les*

biennes est précisément de rétablir ce lien sur la base des principes et des valeurs que nous a enseignées Bourguiba. Nous ne sommes pas hostiles à des évolutions ultérieures de la société. Mais aujourd'hui, une certaine mondialisation a introduit des comportements qui rompent avec notre propre fond aussi dynamique et aussi moderne soit-il. Toutes les jeunesse du monde cristallisent cette rupture et l'endurent. Mais en Tunisie, il me semble qu'une conciliation entre les générations est possible sur la base de l'expérience et des enseignements de Bourguiba.

Il vous incomberait alors de vous orienter vers la nouvelle génération pour lui transférer ces enseignements, n'est-ce pas ?

C'est ce que nous tentons de faire actuellement en organisant des journées d'études, en lançant un club culturel qui diffuse la culture de notre temps, en entraînant les jeunes à l'esprit d'ouverture et en les appelant à s'insérer dans la Tunisie du présent et de l'avenir sur la base de la philosophie bourguibienne.

Justement, que reste-t-il de cette philosophie ?

Il reste une culture de l'ouverture, de l'attachement à nos racines arabo-islamiques mais en même temps à la conquête de la modernité et à la réconciliation avec les principes et les valeurs de la civilisation de notre temps.

Propos recueillis par Med Ali B. Sghaïer

Kottebs puis dans la Grande Mosquée, l'université de la Zitouna qui a essayé de réaliser maintes réformes et de se moderniser ».

Dr Ben Achour n'a pas manqué l'occasion de rappeler que la Tunisie comptait déjà trois institutions éducatives de grande envergure, à savoir l'École militaire ou polytechnique du Bardo créée en 1837, le Lycée Sadiki créé en 1875 et l'Association de la Khaldounia créée en 1876. Ces établissements scolaires modernes « *avaient en commun le souci de prodiguer un enseignement bilingue et d'accorder leur importance aux matières dites profanes tout en assurant un enseignement religieux* », poursuit l'oratrice.

Cet héritage riche et édifiant était la base de la réforme de 1958 car Bourguiba, précise la panéliste, n'a pas fait table rase du passé.

L'engagement de la Tunisie dans la réforme de l'enseignement datait de septembre 1955, alors qu'elle était encore sous le régime de l'autonomie interne et que le Destour était divisé par le conflit entre Habib Bourguiba et Salah Ben Youssef.

Cette rivalité entre les deux leaders du mouvement national qui a embrasé davantage le conflit au sein du parti destourien avait « *des répercussions sur le choix du système éducatif tunisien* ». Car, dixit l'enseignante à l'université tunisienne, si les partisans de Bourguiba « *sont favorables à une orientation vers la modernité occidentale, ceux de Ben Youssef sont plus radicaux et plutôt adeptes d'un enseignement arabisé qui serait certes ouvert à l'enseignement français, aux sciences technologiques modernes, mais aussi à l'éducation religieuse* ».

La question de la langue d'enseignement et de la culture française constitue, d'après l'auteure de « *Quelques jours de la vie d'un couple* », le point d'achoppement et un enjeu politique de taille.

La professeure Rabaâ Ben Achour a jeté la lumière sur la réforme de l'éducation entreprise par le contestable ministre de l'Éducation Mahmoud Messaâdi, fervent défenseur de l'arabisation. Cette réforme introduite par la loi du 4 novembre 1958 est entrée en vigueur dès la rentrée 1958-1959.

L'oratrice est revenue sur « *ce que les responsables considèrent comme étant des innovations, en particulier le président Bourguiba, qui a insisté sur l'instauration de l'enseignement moyen qui a remplacé l'enseignement professionnel, ainsi que sur la scolarisation des filles* ».

Pour convaincre les Tunisiens de l'importance du cycle d'études de cours appelé « enseignement moyen », Bourguiba déclarait, rapporte l'oratrice, que « *la réforme apporte une innovation, la création de l'enseignement moyen. Cet enseignement vise la formation rapide des cadres de base pour différentes branches d'activité, libérale, commerciale, industrielle, qui s'apparentent aux conditions du renouveau économique et social* ». D'ailleurs, le président de la République a mis l'enseignement moyen et l'enseignement secondaire sur un pied d'égalité.

Dans ce contexte, Dr Rabaâ Ben Achour a rapporté l'allocution que Bourguiba a accordée à la Radio tunisienne, le 15 octobre 1959. Il a affirmé sans détours, « qu'au lieu d'enseigner la syntaxe, la morphologie, le droit religieux, la réflexion grammaticale et les modes de poésie, il faut apprendre aux gens à faire œuvre utile pour leur pays. Il y a des pays qui initient l'enfant dès sa prime jeunesse aux travaux manuels, chez nous en revanche, on ignore la valeur du bricolage et du travail manuel pour l'enfant. Dans son ignorance, la mère frappe son fils quand elle le voit jouer avec des bouts de bois. Elle les lui prend et les jette dans un puits. Va apprendre tes leçons, lui dit-elle. Eh bien, il fallait le laisser faire. Ce bricolage lui sera peut-être plus utile que tout ce que vous appelez leçons et enseignements ».

L'universitaire estime que réformer pour Bourguiba, c'est réformer les esprits, c'est entreprendre de changer les mentalités, c'est dit-il, le 7 avril 1958, un élément indissociable de la lutte contre le colonialisme. La vraie réforme, celle qui heurte le plus la société tunisienne, est la scolarisation des filles. Le président Bourguiba en a fait son cheval de bataille.

En effet, entre 1955 et 1960, on remarque qu'une sensible progression de la scolarisation des filles a été enregistrée, passant de 60314 filles en 1955, à 113769 en 1960. Bourguiba a considéré la résistance des familles à la scolarisation des filles comme un obstacle sur la voie de la réforme. Le défi étant pour lui « d'élever le niveau du peuple tout entier, hommes et femmes ». Cette réforme requiert selon l'oratrice, « des moyens dont l'Etat ne dispose pas. La solution a porté sur la réduction du temps scolaire et l'orientation ».

Sur un autre plan, Rabaâ Ben Achour a mis l'accent sur un problème sur lequel Bourguiba s'est penché, celui de la renationalisation de l'enseignement. « La notion de renationalisation, explique la panéliste, im-

plique d'abord de redonner à la langue arabe la place prééminente qui lui revient de droit. La réforme Messaâdi a, effectivement, amorcé un processus d'arabisation, puisque les deux premières années du cycle primaire étaient arabisées. Dans l'enseignement secondaire, rapporte l'exposé des motifs de la Loi de 1958, on retrouve le rôle de la langue, de la culture et de la formation arabe ».

Un autre volet de la renationalisation que l'oratrice a mis en relief est celui de l'intégration de l'enseignement religieux dans les programmes scolaires, de la première année primaire à la 6e année secondaire.

La réforme Messaâdi a mis en place, selon Ben Achour, un système tout à la fois moderne et religieux. A ce propos, elle se réfère à un extrait de « Bourguiba : Radioscopie d'un règne », un livre de Chedli Klibi, dans lequel on peut lire : « Bourguiba va tenir la redoutable gageure d'allier le positivisme aux principes directeurs de l'islam. Il va renouer avec l'aspiration des grands docteurs de la loi, en poussant l'ijtihad le plus loin possible. Contrairement à Atatürk, Bourguiba avait compris que le ressort de la modernité résidait dans la libération de la raison et non pas dans l'imitation mécanique des sociétés étrangères ». La conception bourguibienne, avance l'intervenante, « est originale parce qu'elle s'appuie sur la libre interprétation des textes sacrés influencés par l'humanisme et par les idées des Lumières ». « Bourguiba avait l'ambition d'affranchir la société tunisienne de la décadence par le seul usage de la raison », poursuit-elle.

Dr Rabaâ Ben Achour considère, également, que l'introduction de l'enseignement religieux « semble être plus un moyen d'introduire une lecture innovante et rationnelle de la religion, qu'un recul stratégique censé mettre fin au mécontentement des conservateurs et des partisans de l'enseignement traditionnel ».



Les Journées bourguibiennes ont été marquées par la forte présence d'anciens hauts responsables de l'Etat dont Foued Mebazaâ, Mohamed Ennaceur et Mustapha Ben Jaâfar

La langue française, un « plaidoyer » pour l'indépendance

Pour expliciter le rapport particulier entre Habib Bourguiba et la langue française, chère à son cœur, les organisateurs ont fait appel à une personne appropriée, Samir marzouki, membre de l'académie Beït al-Hikma et professeur émérite à l'université de la Manouba et qui maîtrise bien son sujet.

Dès sa prise de parole, il est allé au vif du sujet. Marzouki considère que « *la perception très positive de Bourguiba de la langue française, conçue comme une langue particulièrement apte à véhiculer les idées progressistes et à conduire à la libération de l'esprit, une langue de la philosophie et de la science, ne semble pas avoir varié tout au long du parcours de Bourguiba* ».

Pour le spécialiste de littérature française et francophone, Bourguiba ne diffère pas des réformateurs du 19e siècle tels que Kheireddine, Ataturk, Attahtaoui, Ibn Abi Dhiyf ou même des écrivains comme Abou el Kacem Chebbi. Et ce, bien évidemment grâce à son statut de « *sadikien, nourri aux meilleures sources de la langue arabe et de la culture arabo-musulmane* ».

Bourguiba, poursuit l'orateur, « *percevait grâce à la maîtrise du type d'enseignement qu'il avait reçu, grâce aussi à l'ouverture que lui procurait la langue française sur les grandes œuvres de la pensée positiviste et progressiste et à la perspective qu'elle introduisait dans son univers mental, ce qui était inadéquat un historique ou sclérosé dans le premier versant de sa culture* ».

Samir Marzouki considère aussi que Bourguiba a fait montre d'une « *très forte imprégnation par la littérature française, particulièrement la littérature romantique. On se souvient avec quelle émotion et quelle précision il citait de mémoire, dans ses discours, Alfred de Vigny et Victor Hugo, ainsi que de ses photographies très hugoliennes lors de son bannissement sur l'île de la Galite, dans lequel il voyait une sorte de duplication de l'exil hugolien en révolte contre Napoléon III* ».

Samir Saïed, également vice-président de la Fédération internationale des professeurs de français, a évoqué lors de son intervention l'attachement particulier de Bourguiba au Sadiki et aux figures tutélaires de l'enseignement de l'arabe comme Cheïkh Djâïet et Mohamed Lasram et du français comme René Decolère à qui il doit ce qu'il appelle son initiation parfaite à la langue française.

Dans la lutte contre l'hégémonie coloniale, Bourguiba a accordé, selon Dr Samir Marzouki, au français un irréductible intérêt. « *Il retournait ainsi contre le colonisateur sa propre arme, la langue à travers laquelle il a pu acquérir la supériorité intellectuelle et technique qui lui procura l'avantage de la confrontation économique-politique avec la Tunisie et les Tunisiens* », avance l'orateur.



Convaincu que la maîtrise du français conduira à la libération, Bourguiba a largement oeuvré avec Léopold Sedar Senghor et Hamani Diouri, à la création de ce qui est devenu la Francophonie

Bourguiba et ses camarades de lutte contre le colonialisme ont usé de la langue française pour « *l'exposition de leur revendication, l'analyse et la dénonciation de l'injustice et de l'oppression exercée par le système colonial et l'argumentation en faveur de l'autonomie et de l'indépendance* ».

Dans ce sens, l'intervenant s'est référé à un discours de Bourguiba prononcé à l'université de Montréal en 1968 dans lequel le président tunisien revint sur le rôle joué par le français en renfort de l'arabe dans la lutte anticolonialiste. « *Langue des philosophes et de la liberté, prononce Bourguiba, le français allait construire en outre à côté de l'arabe, un puissant moyen de contestation et de rencontre. Au défi de la sujétion, doublée de toutes sortes de prétentions à l'annexion ou à la co-souveraineté grâce à la langue française, tout autant que grâce à l'arabe, par la parole et par les écrits, lorsque la fortune le permettait, toujours d'ailleurs de façon hasardeuse, nous pouvions opposer à l'oppression notre contestation fondamentale et notre revendication de la liberté, de la dignité, de l'identité nationale* ».

Selon Samir Marzouki, le français, langue internationalement parlée représentait pour Bourguiba un plaidoyer pour l'indépendance qu'il ne cessa de peaufiner et de diffuser à l'échelle internationale.

« *Seule langue de portée universelle qu'il dominait, poursuit l'orateur, elle lui permit de révéler aux yeux du monde les exactions du régime colonial et de faire avancer son projet indépendantiste* ». Il s'agit d'une langue qui fut en quelque sorte un portevoix dans la lutte nationaliste.

C'est à travers la langue française, écrit Bourguiba, que « *nous avons pu forger une nouvelle représentation de notre volonté nationale, que nous avons pu la communiquer, la propager, la faire entendre, la faire comprendre dans le monde francophone bien sûr, mais au-delà même des frontières de cet univers linguistique. C'est à travers l'usage de la langue française que nous avons pu faire entendre la voix de la Tunisie dans le concert des nations* ».



Samir Marzouki

Mounira Chapoutot-Remadi :

“Avoir une jeunesse mal éduquée, c’est mettre tout le pays en danger”



Que signifierait ressusciter le legs bourguibien ?

Cela signifie passer en revue les réformes de l’enseignement qui ont montré que le premier souci de Bourguiba a été de scolariser les jeunes. Or, que constatons-nous depuis 2011 ? Cent mille élèves qui quittent l’école chaque année. Vous ne voyez pas que c’est terrible pour nous de constater cette désaffection à l’égard de l’école et de l’éducation ? Or l’éducation est la clé de la modernité et de l’avenir de la Tunisie.

Il s’agissait alors d’un challenge de taille pour Bourguiba ?

Tout à fait. Bourguiba n’était pas seul. Il jouissait de l’admiration de tout un peuple. D’ailleurs, je me rappelle quand j’étais toute petite, j’ai vécu intensément ce sentiment. Nos parents étaient d’un enthousiasme fou au point que si Bourguiba avait demandé quoi que ce soit aux Tunisiens, ils auraient été prêts à le faire. Il s’agissait à mon sens de quelque chose d’exceptionnel de l’avoir vécu.

Franciser la Tunisie était l’un des virulents reproches adressés à Bourguiba. Qu’en était-il exactement ?

Bourguiba était un Sadikien parfaitement bilingue. Ce qu’il voulait, c’était la non-fermeture de la Tunisie au monde. Or, si nous avions opté uniquement pour l’arabisation, nous nous en serions trouvés coupés. Si l’on ne comprend pas que l’enseignement est le point le plus important dans la construction de l’État tunisien et du pays, alors on passe véritablement à côté de la modernité et du progrès. Nous nous couperons, serons et continuerons d’être dépendants des autres.

Les tentatives de destruction du legs bourguibien n’ont pas manqué ces dix dernières années. On dit même qu’elles ont atteint leur apogée.

Oui, malheureusement et c’est en bonne partie parce qu’on a oublié tous les enseignements de Bourguiba.

La tentation idéologique, y est-elle pour quelque chose ?

Ce n’est un secret pour personne. Je vais vous citer un exemple dans ce sens. Durant les 23 ans de son règne, Ben Ali a veillé à ce que les Tunisiens aient leur Baccalauréat à travers la “dévaluation” de ce concours national. On connaît le résultat : nous avons eu des illettrés à l’université. Et cela, c’est très grave car avoir une jeunesse mal éduquée, c’est mettre tout le pays en danger.

Propos recueillis par Med Ali B. Sghaïer

Sur un autre plan, le rapport entre Bourguiba et la francophonie était très particulier. Ayant été l’un des initiateurs de ce projet international d’envergure, à savoir l’Organisation internationale de la Francophonie, ce concept « *tel qu’appréhendé par Bourguiba n’était nullement contradictoire avec l’attachement à l’identité arabo-musulmane de la Tunisie, car il va de pair avec un refus obstiné et radical de la dépersonnalisation et de l’assimilation.* »

Il s’agissait pour Bourguiba, insiste Samir Marzouki, d’un « *choix motivé par l’impératif de l’efficacité et qui ne constitue nullement une adhésion totale et sans nuance à la langue et à la culture de la puissance dominatrice. Il prend au contraire dans celle-ci ce qu’elle offre de plus performant mais n’abandonne en aucune manière ce qui relève de l’identité propre et du noyau culturel autour duquel s’est constituée la personnalité tunisienne.* »

Et quid de l’introduction de la langue française dans l’éducation ? Pour l’ex-directeur de l’éducation et de la formation continue au sein du ministère de l’Éducation qui n’a pas tari d’éloges sur la réforme bourguibienne dans ce sens, « *la réforme que le leader nationaliste envisageait devait, à ses yeux, aussi bien s’opposer à toute fermeture sur soi et toute isolation, que faire pièce à toute tentative de déracinement et de dilution dans la langue et la culture française.* »

Le leader de l’élite francophone, avance le directeur de l’Observatoire mondial de la langue française, qui a révolutionné le Destour, a toujours tenu à distinguer l’adversaire politique que représentait le régime colonial de la langue et de la culture française dont il tenait à tirer le meilleur profit, pour l’atteinte de ses objectifs d’autonomie, ainsi que pour le développement de son pays.

Bourguiba et l’information : une relation complexe

« *Grand tribun, féru d’histoire et de poésie, Bourguiba se présentait toujours comme un homme de culture accompli. De même, fondateur d’un journal, l’Action tunisienne, auteur d’articles de combat et d’analyse, il n’a eu de cesse de se targuer d’être un parfait journaliste.* ». C’est en ces termes qu’Abdelaziz Kacem, ancien directeur de l’Établissement de la radio et de la télévision tunisienne RTT, a ébauché son intervention portant sur la relation qu’entretenait le Combattant suprême avec le secteur de l’information.

Avocat de formation, Bourguiba avait des rapports assez particuliers avec les médias, ce dont témoignent notamment toutes les publications inhérentes au parcours de ce commis hors pair. On les découvrira dans les lignes qui suivront.

Pour l’ancien directeur de l’RTT, Bourguiba, qui monopolisait à l’époque l’information audiovisuelle dans le pays a, seulement sept mois après l’Indépendance, annoncé la couleur : « *La presse joue un rôle capital dans la vie d’un peuple. La presse comme moyen*



Abdelaziz Kacem

d'action sur l'opinion publique et sur les hommes joue un rôle déterminant. La radio, source auxiliaire d'information, jouit d'une audience encore plus large et offre à son détenteur un instrument particulièrement efficace pour convertir les foules à ses idées. L'une et l'autre sont une arme à double tranchant, elles sont capables du meilleur comme du pire », soutient le leader Bourguiba qui ne pouvait concevoir le journalisme que « *comme un outil de lutte contre le sous-développement, celui de la terre ingrate et des mentalités abruties* ».

Bourguiba avait une vision largement claire et très pertinente du journalisme. A ses yeux, « *la qualité essentielle d'un journaliste est de servir un idéal qu'il s'évertue à communiquer à ses lecteurs. Il n'est pas admissible que sous couvert de la liberté de la presse, on cherche à éditer de fausses nouvelles, à tromper l'opinion et à attenter à l'ordre public* ».

Passant en revue le développement du secteur de l'information à l'ère bourguibienne, l'orateur nous informe que Bourguiba avait créé, dès la constitution du premier gouvernement, un secrétariat d'Etat chargé de l'Irchad الإرشاد, terme officiellement traduit par « orientation ». Ce département semblable à celui qui existait déjà en Egypte depuis 1952, avait pour mission de plancher, nous éclaire Abdelaziz Kacem, *aussi bien sur l'information que sur la formation. « Il s'agissait dans l'esprit de Bourguiba d'une pédagogie à la conscientisation et à la mobilisation », poursuit-il.*

C'est ainsi que tous les programmes radio diffusés et plus tard télévisés, du journal à la variété, en passant par toutes sortes d'entretiens et de documentaires, relevaient de l'Irchad. Ce n'est que plus tard que le terme « Iîlam » ou informations au sens moderne sera consacré, précise-t-il.

Se préparant à sortir un livre intitulé « *L'auditeur suprême* », (Almoustamiou al Akbar) sur le modèle du « *Combattant suprême* », portant sur la capacité inouïe de Bourguiba d'écouter la radio, Abdelaziz Kacem considère que « *la capacité d'écoute du président est de 6h, réparties sur la journée. C'est une écoute assidue, attentive, critique et qui couvre des émissions politiques, culturelles et sociales, l'action gouvernementale, l'activité des ministres dans les régions, l'actualité internationale. Il en prend connaissance à travers le journal parlé de 7h du matin et surtout par le bulletin radiophonique le plus complet, celui de 17h suivi du Hadith et alyaoum ou Propos du jour* ». Sur un ton un peu amer, l'ancien premier responsable de la « *radio du Président* » a souligné que « *la conception bourguibienne du journalisme implique la censure. Une censure s'appliquant jusqu'aux dires même du président* ». Dans ce même ordre d'idées, l'orateur a rappelé le problème qui se posait toujours avec la rediffusion de l'un des discours présidentiels, discours ou simplement le choix du fragment à passer dans « *Tawjihat Erraïs* ».

Au terme de son intervention, l'ancien directeur de la Bibliothèque nationale et auteur de « *Culture arabe/culture française : la parenté reniée* » et « *Le voile est-il islamique ?* », a dévoilé une information à propos de Bourguiba qui semble avoir suscité l'étonnement des présents : « *Bourguiba, cet homme pétri de culture française n'a jamais écouté RTCI. Il n'écoutait que la chaîne nationale ou la radio de Monastir lorsqu'il se trouve à sa ville natale* ». Et Abdelaziz Kacem de terminer son intervention par un témoignage très significatif : « *Puisque le président n'exerçait pas son contrôle sur RTCI, j'ai donné à cette chaîne toutes les libertés que vous pouvez imaginer maintenant* ».



Le président tunisien Habib Bourguiba, lors d'un message transmis à la radio, en 1957 (AFP)

La réforme des mentalités, un chantier d'envergure

Largement applaudie, l'intervention de la romancière Emna Belhaj Yahya, présentée par Faouzia Charfi, a été amplement appréciée. Portant sur les réformes des mentalités que Bourguiba avait entreprises tout au long de son parcours, le texte d'Emna Belhaj Yahya se prévalait d'une portée poétique forçant le respect. N'y allant pas par quatre chemins, l'académicienne très célèbre est entrée dans le vif du sujet. Pour elle, « le Zaïm avait foi en lui-même et en son étoile, ce qui l'aida à communiquer son enthousiasme aux masses et assoir son charisme. Il avait des convictions qu'il sut défendre avec vigueur. Dès la première période de l'Indépendance, il déclara que celle-ci n'était guère une fin en soi, mais un moyen pour assurer la promotion du Tunisien. C'était là son véritable projet à lui, qu'il baptisa « Al Jihad al akbar » et qu'il portait en lui depuis ses jeunes années ».

Rédigé dans un style remarquable, le texte de Belhaj Yahya a fait vivre à l'assistance, dont la majorité écrasante a vécu ces réformes bourguibienues, des moments nostalgiques riches en émotions.

« Grâce aux cycles successifs de l'enseignement qu'il reçut, précise l'intervenante, Bourguiba découvrit les trois grands principes humanistes auxquels il adhéra : l'instruction comme instrument d'émancipation, le droit comme instrument de protection des personnes, et la raison comme moyen de libérer l'esprit du dogme ».

Pour libérer le dogme, un travail de longue haleine s'imposait. C'est pourquoi l'oratrice a insisté sur le fait que « les mentalités n'évoluent que si le corps social s'empare de nouvelles normes. Bourguiba s'engagea donc à fond dans un chantier d'envergure, non par des mesurette, mais en prenant le taureau par les cornes et en s'attaquant à des sujets cruciaux : la femme et la famille à travers les grandes innovations du CSP, la proclamation de la République, la généralisation de l'enseignement, la gestion du religieux, la loi sur l'adoption, l'économie, l'administra-

tion des terres coloniales, la liquidation des biens dits Hbous ».

Cette vraie dynamique que Bourguiba a enclenchée au sein d'une société à la majorité rétrograde, conservatrice et attachée aveuglément aux us et traditions dépassés, a surpris l'opinion qui « n'opposa pas de résistance. Il semble même que plutôt réceptive, elle ait accepté de partager la vision qu'avait son chef d'un pays qui choisit de se débarrasser du retard historique, de la léthargie et d'entrer dans une ère où il pourra se joindre à la caravane des nations développées ».

Emna Belhaj Yahya est revenue également dans son éloquent exposé sur la notion de lien social que le Combattant suprême a réussi à mettre en place. « Cette notion est importante, elle se réfère à un être collectif en train de voir le jour avec la dynamique de réformes ». Cette notion suppose, d'après la romancière internationale, « un pacte dont les termes instaurent une relation de réciprocité et de solidarité, pacte créant un espace politique et moral assumé, une manière d'être qui dresse un nouveau portrait de l'individu et de la cité ». S'agit-il d'un « nouveau lien social ? D'une nouvelle figure de la tunisianité née du verbe Bourguiba ? », s'interroge la chercheuse.

Pour tenter de répondre, elle a proposé de se questionner « sur le contenu de la consistance de ce bouillonnement des esprits et sur cette effervescence facilement observable ».

Pierre de touche des réformes, sans doute la plus importante, le CSP la plus grande œuvre bourguibienne en matière d'émancipation de la femme, « s'est attaqué aux structures de base de la société traditionnelle en sortant les femmes de l'ombre, en mettant fin à leur sujétion, en les dirigeant vers les écoles, les bureaux, les usines, et en leur permettant de contrôler leur fécondité par l'accès à la contraception. C'est comme une cage qui s'ouvre, comme un nouveau style de vie qui se laisse entrevoir, et c'est la moitié de la société tunisienne qui est concernée par le souffle de cette nouvelle législation ».



Emna Belhaj Yahya

D'éminentes
personnalités sont
venues célébrer
avec les
organisateur
le 1er juin, une date
ancrée dans la
mémoire collective



Parmi les réformes entreprises par Bourguiba en matière de changement des mentalités, il y avait celle de maintenir le français comme deuxième langue d'enseignement. L'intervenante a précisé que Bourguiba, « *avocat éloquent maîtrisant parfaitement l'arabe et le français, n'avait de complexe vis-à-vis d'aucune des deux langues. Si l'arabe est honoré et déclaré langue nationale, il n'en demeure pas moins qu'il voit dans le français un moyen d'ouverture sur le monde, un lien avec les valeurs du droit aux lumières et à la modernité et en même temps permettant d'échapper au ghetto de l'unilinguisme qui, s'il avait été choisi, aurait renforcé la dépendance à l'égard d'un monde arabe en état de stagnation* ».

Bourguiba et l'histoire de la Tunisie

Lors de son intervention, l'acteur et dramaturge Mohamed Raja Farhat a essayé de faire part des réflexions de Bourguiba sur l'histoire, une discipline à laquelle ce dernier accordait un intérêt particulier.

Farhat a annoncé, dès le début de son exposé, qu'il était fasciné non par l'indifférence, mais plutôt par la prudence du Combattant suprême vis-à-vis de « *l'intermède carthaginois de la Tunisie* ».

« *Bourguiba n'aimait pas Carthage passionnément* », assure l'orateur. Et de poursuivre : « *Bourguiba n'aimait pas le parlement ou le sénat de Carthage surtout après le retour d'Hannibal* ».

Cette déclaration, faut-il le mentionner, serait un peu exorbitante, voire excessive même, marmonnaient certains présents à la salle ! C'était, du moins, l'impression qui prévalait à la fin de cet intermède très attrayant dont quelques détails sont restés en travers de la gorge de certains.

Toutefois, Bourguiba, l'homme et la saga de l'indépendance de la Tunisie, selon Raja Farhat, « *aimait bien l'esprit retors de Jugurtha, le diplomate, le politique, cet adorateur du mode de vie romain qui a eu plus de fortune avec Bourguiba* ».

Raja Farhat, dont les propos ont suscité de vifs remous au sein de l'assistance, n'a pas mâché ses mots en déclarant qu'« *on dirait que les relations avec Carthage étaient illégitimes au temps de Bourguiba, puisque la Tunisie indépendante avait toute la liberté d'honorer ou de ne pas honorer Carthage, Alyssa, ou Hannibal* ». L'homme passionné de l'Histoire de la Tunisie et des grands noms qui l'ont marquée s'est posé la question : « *Pourquoi notre relation avec Carthage est si problématique ?* » Pis encore, il enfonce davantage le clou en focalisant sur la relation même de Bourguiba avec toute l'histoire de la Tunisie. Pour l'orateur qui parlait malaisément mais délibérément, « *la relation de Bourguiba avec l'histoire de la Tunisie est une relation accordéon. Il était fasciné par les grands esprits tels qu'Ibn Khaldoun* ».

Le metteur en scène de « *Bourguiba, dernière prison* » et « *Bourguiba l'Interview* » considère qu'il s'agissait chez Bourguiba « *d'une fascination de l'histoire de*

Avec l'histoire de la Tunisie, Bourguiba avait des rapports très particuliers. Ici : avec l'historien Hassan Hosni Abdewahab à Carthage, début des années 1960



la Tunisie, une espèce d'aller-retour dans l'histoire. Il était toujours critique vis-à-vis de l'histoire de son pays. Il a trouvé finalement le subterfuge. C'est *asseoir une culture nationale* ».

Tout comme Hannibal, qui appelait à former une armée populaire nationale carthaginoise, a fait rappeler Raja Farhat, Bourguiba, lui aussi, a fondé une armée nationale, c'est sûr, mais il a exhorté les historiens à rédiger une histoire de la Tunisie depuis la préhistoire jusqu'à maintenant. « *Je veux lire une histoire tunisienne de la Tunisie* », insista-t-il.

C'est dire que « *l'attachement de Bourguiba à la clarification de la relation avec notre histoire, avec Hannibal, Carthage, Elyssa, les Magonides, les Barcides, etc.* » était de mise d'après le dramaturge qui a incarné le rôle de Bourguiba dans sa pièce de théâtre plus de 200 fois.

Et les fruits ont tenu finalement les promesses des fleurs puisqu'un premier tome a été déjà rédigé, a précisé l'éloquent orateur. Et d'ajouter dans ce même ordre d'idées : « *D'autres tentatives de réécrire l'histoire de la Tunisie ont eu lieu. L'Institut d'archéologie et d'arts a été fondé et a ligué les historiens pour réécrire l'histoire de la Tunisie, l'inventer pratiquement à partir du néant et avec des rencontres souvent nerveuses avec Bourguiba qui corrigeait leurs propositions* ».

En guise de conclusion, Raja Farhat qui nous a emmenés dans une longue promenade, à travers la grande réforme humaine, scientifique et historique de Bourguiba, a soutenu que « *plus nous approfondissons la connaissance de cette période, de ces 30 années glorieuses de Bourguiba, plus nous gagnons les clés pour l'avenir de la Tunisie* ».

C'est pourquoi, toujours d'après l'intervenant, il faut que nous « *recupérons les clés, afin que ce pays renaisse de ses cendres et ne soit pas dans cet état lamentable* ».

Premier en son genre en Tunisie, ce colloque a permis de rendre un hommage à une personnalité dont l'œuvre a, était et sera un riche sujet de recherche passionnant et très inspirant. C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'Ahmed Ounaïes, le coorganisateur de cette initiative salutaire a annoncé que ce cycle de conférences portant sur Bourguiba, axera l'année prochaine sur le thème de « *Habib Bourguiba, le fondateur* ». ■



Raja Farhat

Bourguiba, le réformateur (2)

Le volontarisme et le patriotisme à l'épreuve

Par Mohamed Ali Ben Sghaïer

Tenue au siège de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts Beït-al Hikma, la deuxième séance des « Journées bourguibiennes » organisée conjointement par l'Association des études bourguibiennes et l'académie Beït al-Hikma et portant sur le thème «Habib Bourguiba, le réformateur » a eu lieu le 2 juin. Cette manifestation dont on a publié les travaux de la première journée (Voir Réalités 1901 – du 10 au 16 juin 2022) a porté également sur les réformes entreprises par Bourguiba dans les domaines sociaux, économiques, scientifiques et familiaux et qui avaient été d'une importance vitale pour la construction de la Tunisie indépendante et de l'Etat moderne.

Présidée par l'ancienne ministre de l'environnement et l'ancienne première présidente de la Cour des comptes Faïza Kéfi, la deuxième séance à laquelle ont assisté d'éminentes personnalités politiques, a été riche et très intéressante de par la qualité des interventions enregistrées.

Bourguiba et les réformes sociales : vers l'émergence de l'individu

L'œuvre bourguibienne en matière de réformes sociales est indubitable selon la plupart des chercheurs et historiens. Ces réformes sont largement déterminées par l'environnement économique, social, infrastructurel et institutionnel, comme l'indique Mahmoud Ben Romdhane, président de Beït al-Hikma.

C'est pourquoi, et afin de conduire ses politiques sociales, Bourguiba a engagé un ensemble convergent de politiques économiques, infrastructurelles et sociales ambitieuses qui ont permis pendant le premier quart de son règne, de 1956 à 1981, de réaliser un développement social conséquent.

Pour l'universitaire, « *le développement social est un ensemble indissociable. Il est difficile et méthodologiquement erroné d'établir une frontière entre les réformes sociales et celles non sociales* ». Lesdites réformes ne sont qu'un instrument au service d'une vision de la société. « *Il n'y a pas de réformes sociales sans vision de la société que Bourguiba voulait construire au lendemain de l'indépendance* », dit Ben Romdhane. Et l'orateur de s'interroger : « *Quel est le projet de société de Bourguiba ? Quelle société voulait-il construire ? Avec qui voulait-il la construire ?* »

Pour lui, Habib Bourguiba voulait construire « *une société moderne, débarrassée de la misère, de l'analphabétisme, de la ségrégation sociale, des croyances et des traditions surannées* ».

Le projet de Bourguiba était basé sur « *une société fondée sur la rationalité, le savoir et la science, sur*

l'égalité des opportunités, où la promotion sociale est offerte à tous, en fonction du mérite de chacun. Une société où les êtres humains maîtrisent leur destin et où les femmes sont la moitié du ciel ».

Bref, le projet bourguibien, souligne l'ancien ministre des Affaires sociales, est celui « *d'un Etat-nation souverain, séculier, où l'individu accède à la dignité et à la maîtrise de son destin* ».

Pour Mahmoud Ben Romdhane, dont la maîtrise du sujet était manifeste, « *ce qu'a promis Bourguiba lorsque la Tunisie avait rejoint le convoi des civilisations, c'est la liberté. C'est ce qu'on appelle une œuvre d'individuation, c'est-à-dire l'émergence de l'individu qui ne vit pas sous le règne des diktats de la société, de la tribu, du village, de la famille, du clan, etc.* ».

L'œuvre de Bourguiba, note l'intervenant, est l'individuation, l'émergence de l'individu libre et la société moderne, conditions fondamentales de la démocratie. Cette dernière était à notre portée. La Tunisie était le seul pays dans le monde arabe qui jouissait de ces conditions. Pour le leader Bourguiba, la liberté viendra lorsque la société aura rejoint le convoi des civilisations et toute la politique bourguibienne s'attelait à cet objectif fondamental.

La Tunisie de Bourguiba était, selon l'ancien ministre du Transport, partie intégrante du monde libre, allié stratégique des Etats-Unis. Le projet économique du Zaim était celui d'une économie sociale de marché, c'est-à-dire une économie capitaliste certes, mais au sein de laquelle les orientations et les revenus sont partagés par les acteurs sociaux et à leur tête l'UGTT. La Centrale syndicale, faut-il rappeler, est l'alliée historique de Bourguiba qui a réussi à l'inscrire dans le camp occidental lorsqu'est venue l'occasion de l'affiliation de l'UGTT à la FSM ou à la CISL. Bourguiba a influé sur le cours des événements pour que l'UGTT choisisse la CISL.

Ce rapport entre Bourguiba - qui a prouvé dès ses pre-



Mahmoud Ben Romdhane



La deuxième journée a été modérée par Faïza Kéfi

miers pas dans la vie politique et dès sa prime jeunesse qu'il est un homme de gauche - et le Syndicat atteignait son apogée lors de leur combat commun pour la libération nationale. Ce mouvement était dirigé conjointement par le Néo-Destour et l'UGTT. « *C'est l'UGTT qui usait de son influence auprès des syndicats américains pour que Bourguiba s'adresse à l'ONU afin d'exposer, pour la première fois, la question tunisienne* », précise Mahmoud Ben Romdhane. Bourguiba avait une philosophie révolutionnaire en matière de réforme sociale. « *Il est un révolutionnaire, mais il ne le disait pas. Il n'aimait pas les démagogues et parce que les pseudos révolutionnaires à l'époque étaient légion, Bourguiba n'était pas démagogue* », précise l'intervenant.

La sécurité sociale, une réforme primordiale que Bourguiba avait entreprise, s'est élargie de manière considérable. 83,5 % des 60 ans et plus, ont aujourd'hui leur propre revenu dont l'essentiel provient de la sécurité sociale. C'est le fruit, d'après Ben Romdhane, de ce qui a été accompli au début des années 60 par le père de la Nation.

Sur le plan socio-économique, Mahmoud Ben Romdhane, un économiste chevronné, a précisé que durant les 25 premières années, de 1962 à 1981, la croissance était de 6,2 % par an. La Tunisie était alors dans le top 10 mondial, derrière entre autres les pays du miracle asiatique. « *Si le PIB a augmenté de 6,1, les dépenses sociales ont grimpé à 9,9% par an. Cela signifie, révèle l'orateur, que les dépenses sociales ont été multipliées plus de 9 fois entre 1961 et 1986. Ce qui explique d'ailleurs qu'il est difficile de penser qu'il y ait un pays aussi social que la Tunisie* ».

Les réformes bourguibiennes dans le domaine social ont touché plusieurs volets tels que le niveau de vie des citoyens. La pauvreté, à titre d'exemple, a connu une baisse spectaculaire. L'orateur a évoqué également le phénomène de la « *dégourbification* » comme indice déterminant de pauvreté. En effet, 44% des logements en Tunisie étaient des gourbis en 1966. Ce taux a chuté à 6% en 1994.

L'œuvre bourguibienne a été marquée aussi par une immense révolution en matière d'irrigation. Quant à l'approvisionnement en eau potable, l'orateur a précisé que 25% des logements avaient accès à l'eau en 1966, alors qu'aujourd'hui, le taux avoisine les 100%. Des chiffres qui expliquent à eux seuls la nature des enjeux et l'effort colossal qui a été déployé tout au long de trois décennies ou plus, non seulement dans les réformes à caractère social mais également à plusieurs autres niveaux.

La science et la technologie : pour la libération de l'intelligence

La réforme des mentalités en faveur de laquelle Bourguiba a milité et qu'il s'est escrimé à consacrer ne s'arrêta pas au niveau comportemental ou social, mais



aussi à celui de la recherche scientifique et technologique, convaincu qu'il était que rejoindre le peloton des pays civilisés est tributaire également du bond scientifique que la Tunisie devait réaliser pour figurer en bonne place parmi ces pays.

Dans ce cadre, Faouzia Charfi, professeure de physique à la Faculté des sciences de Tunis (FST), a tenté de donner un éclairage sur la conception de Bourguiba de la science, de la technologie et de la modernité, et ce, à travers certains discours qu'il a prononcés.

Se référant à une photo qui réunissait, en novembre 1960 à l'Assemblée nationale, son président Jallouli Farès et Bourguiba, l'oratrice a signalé que Bourguiba, le premier président de la République tunisienne, considérait que « *pour arriver à développer notre pays nouvellement indépendant, il fallait s'attaquer aux sources de la décadence et libérer l'intelligence* ». Bourguiba a toujours appelé à s'attaquer aux « *causes profondes de notre régression, aux routines souvent drapées du voile de la religion* », une expression que Bourguiba a reprise de différentes manières et à plusieurs occasions, précise l'intervenante.

Les causes de notre régression sont multiples, mais pour le Combattant suprême, c'étaient simplement « *les entraves et les chaînes imposées sous le couvert des dogmes qui étouffent la raison de l'homme* ». Alors, comment remédier à cette situation ? Quelles sont les solutions ? Pour le père de la Nation, il fallait adopter la voie de la réforme, du renouveau et de la Renaissance (La Nahdha initiée par les grands réformateurs Jameleddine Afghani et Mohamed Abdou), plutôt que d'opter pour une « *fausse solution fondée sur le retour aux sources de l'islam, ce qu'avait promis la secte wahhabe puritaine du XVIIIe siècle. Sortir de la régression, c'est donc restituer sa liberté à l'intelligence humaine* ».

La solution la plus satisfaisante pour notre esprit, selon Bourguiba, « *c'est le sens de la recherche libre* ». Mais le regret de Bourguiba, poursuit l'oratrice, « *c'est que l'intelligence est paralysée par crainte de l'hérésie* ».

Bourguiba a mené avec le grand soutien de l'UGTT le combat pour l'indépendance. Ici, Bourguiba avec Ahmed Ben salah, alors SG de la Centrale syndicale avant de devenir son super ministre dans les années 60



Faouzia Charfi

Bien que n'étant pas scientifique, précise la directrice de l'Institut préparatoire aux études scientifiques et techniques (IPEST), Bourguiba évoquait de temps à autre certains grands savants à l'instar de Louis Pasteur qu'il aimait. Bourguiba a toujours essayé de relativiser la croyance des gens dans les miracles. Se référant à l'histoire du Bâton de Moïse qui s'est transformé en serpent, Bourguiba a spécifié que « depuis Pasteur, la théorie de la génération spontanée a vécu », signale l'oratrice.

L'autre savant auquel Bourguiba réservait un intérêt particulier était Ibn al-Haytham, le physiologiste et physicien du monde médiéval arabo-musulman. Bourguiba était très impressionné, selon l'intervenante, par les théories du philosophe irakien dont notamment celle de la vision, au point qu'il a cité dans l'un de ses discours ce qui a été redécouvert par Ibn al-Haytham : « Ce sont les rayons dégagés par les objets qui viennent percuter les yeux ».

Bourguiba, avance Pr Faouzia Charfi, a beaucoup parlé de l'intelligence, de la raison. Il incarnait de la manière la plus exemplaire l'esprit rationnel. Il voulait la modernisation via les techniques et la science. Mais, le temps n'était-il pas encore venu pour créer le cadre nécessaire et propice à la cristallisation de ces disciplines ?

Instaurer une université tunisienne, en tant qu'espace favorable à la valorisation de la science et des techniques, était parmi les grands challenges de Bourguiba. L'urgence pour lui était la formation des jeunes Tunisiens. Sur 840 000 scolarisables, 224 000 étaient scolarisés, soit 27% seulement. En revanche, le taux d'intégration à l'université était de 44 %, soit 600 étudiants tunisiens.

La principale préoccupation fut, précise l'oratrice, la formation des enseignants de haut niveau. C'est ainsi qu'en octobre 56 a été créée par le pouvoir en place

la première école d'enseignement supérieur, à savoir l'École normale supérieure.

Trois ans après, a été promulguée la loi sur le système éducatif tunisien dont l'article 5 incitait à « former les chercheurs et les savants... leur fournir les voies et les moyens de nature à permettre l'épanouissement de leurs activités créatrices... assurer la formation des cadres supérieurs, scientifiques, techniques et non techniques nécessaires à la vie de la Nation ».

L'année 1960, explique l'auteure de « La science voilée », a été marquée par l'organisation de l'Université tunisienne, et ce, à travers la création de 4 nouvelles facultés qui s'ajouteront à l'École normale supérieure : la Faculté des Sciences mathématiques, physiques et naturelles, la Faculté des lettres et des sciences humaines, la Faculté de droit et des sciences politiques et économiques et la Faculté de médecine et pharmacie.

Quant au doctorat, l'oratrice a précisé qu'il fallait attendre 20 ans après l'indépendance pour voir élaborer les premiers doctorats. En effet, les doctorats es-lettres et en droit et sciences économiques ont été attribués en 1973 alors que le doctorat es-sciences a été élaboré en mai 1976.

Dans le même ordre d'idées, Faouzia Charfi a passé en revue les institutions de recherche fondées en Tunisie avant et après l'indépendance. Il s'agit de l'institut Pasteur (1893), du service botanique de Tunisie (1913) devenu l'Institut de recherches agronomiques de Tunisie INRAT, du Centre d'études économiques et sociales (CERES) créé en 1962, considéré comme le « support indispensable de la politique systématique où s'engageaient les planificateurs du développement » et du Centre d'études nucléaires de Tunis-Carthage (1962) dont la création était venue en réponse à l'interrogation sur l'énergie nucléaire pour les besoins de la Tunisie nouvelle.



Une assistance studieuse a suivi avec un grand intérêt les interventions présentées durant deux jours

Le planning familial, le grand défi de Bourguiba

D'après Dr Selma Hajri, médecin endocrinologue, l'histoire du planning familial à la tunisienne est unique dans le monde. Habib Bourguiba a fait, dès l'indépendance, de la maîtrise de la croissance démographique une priorité. Il était pleinement convaincu, souligne l'intervenante, que cette mesure serait une condition sine qua non du développement économique et social. Il s'agissait d'une urgence démographique pour Bourguiba.

Face aux défis économiques et sociaux que le pays fraîchement indépendant devait relever, le président Bourguiba qui, comme nous l'avons mentionné dans les passages précédents, avait investi dans la réforme de la mentalité du Tunisien, croyait à la nécessité d'instaurer un équilibre sur tous les plans, dont celui démographique. Il considérait, comme le mentionne la chercheuse à l'Office national de la famille et de la population ONFP, que « *la croissance démographique est un obstacle important au développement économique de son pays qui, reconnaît-il, n'a pas de grand potentiel ni en matière agricole ni en ressources naturelles* ».

La vision de Bourguiba quant à l'accroissement de la population était on ne peut plus claire. D'ailleurs, l'intervenante a rapporté l'une des allocutions de Bourguiba prononcée le 25 décembre 1962, dans laquelle il stipulait : « *Nous ne pouvons nous défendre contre un sentiment d'appréhension devant la marée humaine qui monte implacablement à une vitesse qui dépasse de beaucoup celle de l'augmentation de subsistance. Car à quoi servirait l'accroissement de notre*

production agricole, de nos richesses minières... si la population continuait à s'accroître d'une manière aussi anarchique et démentielle » ?

En revanche, l'experte considère que la politique de population a été fortement intégrée à la politique de développement. Bourguiba a adopté, précise-t-elle, une politique qui reposait sur un « *ensemble de mesures visant la promotion du statut de la femme et la scolarisation des masses des garçons et des filles* ». Soucieux d'octroyer à la femme tunisienne les droits qui lui reviennent, Bourguiba a battu à plate couture les règles et les vieilles lois discriminatoires et hostiles à la femme. Instaurer le Code du statut personnel CSP, était un acte révolutionnaire. Désormais, précise l'oratrice, « *la polygamie est interdite, la répudiation laisse place au divorce judiciaire qui peut être acté aussi bien à la demande de la femme que de l'homme, l'âge de mariage est repoussé à 17 ans pour la femme et à 20 ans pour l'homme* ».

La Spécialiste du planning familial a fait savoir également que l'évolution des lois a suivi l'expérimentation des programmes. C'est ainsi qu'un programme expérimental a été généralisé en 1966 ; il « *repose sur trois points essentiels, à savoir la promotion de la contraception, la stérilisation et l'avortement, le sujet tabou par excellence dans toutes les cultures du monde où la religion joue encore un rôle important* ». La Tunisie, faut-il le rappeler, est pionnière en matière de légalisation de l'avortement, étant le premier pays en Afrique et dans le monde arabe à avoir légalisé cet acte médical. En effet, dès lors, l'avortement devient légal, sans aucune restriction pour toute femme majeure.

En instaurant les textes inhérents au planning familial, Bourguiba brigua, selon Selma Hajri, « *une po-*



Selma Hajri



Soucieux d'octroyer à la femme tunisienne les droits qui lui reviennent, Bourguiba a battu à plate couture les règles et les vieilles lois discriminatoires qui lui étaient hostiles

litique antinataliste, une émancipation de la femme, une réduction de l'implication des hommes ou du contrôle des hommes du corps de la femme, l'égalité homme-femme ».

Toutefois, l'intervenante n'a pas manqué de relever « les déficiences ayant un tant soit peu endigué la propagation du planning familial, à savoir l'absence de stratégie à moyen et long termes, le défaut de réelle volonté d'aller de l'avant, le manque de vision claire et de message construit sur des droits humains en accord avec la pensée humaine, ainsi que l'absence de volonté politique ».

En guise d'épilogue à son intervention, Selma Hajri a tenu à rappeler le défaut de la cuirasse sous-jacent au planning familial entre 2008 et 2020, son instrumentalisation politique, la réduction des financements, le départ à la retraite des figures de proue de ce programme sans qu'il y ait eu de véritable relève, ainsi que la montée du conservatisme religieux.

Fonder une économie nationale

Le volet économique de ces journées qui ont mis la lumière sur les réformes bourguibiennes a été confié à Afif Chelbi, un économiste chevronné ayant géré avec maestria et brio le département économique au temps de Ben Ali, à savoir celui de l'Industrie.

Pour Chelbi, les trois décennies de Bourguiba ont connu « une prospérité malgré les soubresauts ».

De prime abord, l'intervenant a rappelé le contexte historique ayant marqué l'environnement socio-économique de la Tunisie indépendante.

Etant donné que « les principaux secteurs de l'économie tunisienne ainsi que l'Administration étaient dominés par les Français », Bourguiba ne se contenta pas, selon Afif Chelbi, de relever le défi d'assurer l'édification d'un Etat indépendant et la fondation d'une économie nationale.

Pour fonder cette économie nationale, Bourguiba, précise l'ancien président du Conseil d'analyses économiques (CAE), « s'est appuyé sur une équipe restreinte de jeunes diplômés modernistes ».

Abordant ce sujet économique, l'orateur s'est posé 3 questions qui lui semblaient être primordiales pour tracer le parcours de Bourguiba. La première renvoie à : « Est-ce que Bourguiba avait une doctrine économique ? Interrogation à laquelle Afif Chelbi répond par la négative. Car Bourguiba a, au cours de sa présidence, « cautionné au moins deux orientations de politique économique diamétralement opposées : du socialisme des années 60 au libéralisme des années 70 ». Sauf que le volontarisme dont il avait fait montre a fortement « influencé ses choix de politique économique », dixit l'intervenant. Ce volontarisme, poursuit Chelbi, « s'est traduit par le rôle central dévolu à l'Etat et à la planification dans les années 60 mais également quoique de façon différente, depuis les années 70 ».

Bourguiba considérait, d'après Afif Chelbi, que la lutte pour le développement était encore plus importante que la lutte pour l'indépendance, ce qui s'est traduit par « *Aljihad al akbar wal jihad al asghar* ».

La deuxième question a été formulée de la sorte : « Est-ce que la politique économique de Bourguiba a permis de fonder une économie nationale ? » Répondant cette fois-ci par l'affirmative, le fondateur du Cercle Kheireddine, un think-tank qui se veut être une force de proposition réformatrice, moderniste et novatrice, s'est basé sur « l'accroissement remarquable de tous les indicateurs de développement de 1962 à 1986, période au cours de laquelle la Tunisie a réalisé une croissance soutenue d'une moyenne de 5,6% par an, le niveau de vie des Tunisiens effectuant par ricochet un remarquable bond qualitatif ». S'appuyant sur plusieurs chiffres pour élaborer son exposé, l'orateur a conclu que « l'essor de ces politiques économiques se poursuivra même après l'ère de Bourguiba ». A titre d'exemple, depuis les années 1970 jusqu'en 2010, les politiques bourguibiennes étaient toujours en vigueur.

« Durant les 6 plans de développement, indique Chelbi, le taux d'investissement était élevé, de l'ordre de 30 %, alors que le financement de ces investissements était assuré à 70 % par l'épargne nationale. Quant au volume des financements extérieurs ayant assuré le complément, il s'estimait en millions de dollars ».

Face à ce taux d'investissement très encourageant, le recours de la Tunisie au financement extérieur était « bien maîtrisé puisque le taux d'endettement est resté en dessous de 40 % du PIB (il est actuellement de l'ordre de 100% contre à peine 40% en 2011) et le service de la dette inférieur, à 20% des recettes en devises », avance l'expert en économie.

C'est dire que le bilan qu'Afif Chelbi a dressé est très positif. Poursuivant sur sa lancée, il considère que « la plus grande réalisation économique de Bourguiba était de faire passer la Tunisie d'une économie de type colonial, c'est-à-dire exportatrice de produits primaires (phosphate et produit agricole) au statut de pays exportateur de produits manufacturés (la part des produits manufacturés à l'exportation a sauté de 5 % en 1962 à 64 % en 1987) ».

Les réalisations de la Tunisie indépendante ont, ainsi, dépassé de très loin, assure l'orateur, celles des 70 ans de colonisation.

La troisième question enfin, stipule : « Est-ce que le rythme de la fondation de la politique économique aurait pu être plus rapide ? » Ce à quoi Afif Chelbi répondit expressément : « Assurément ! » En effet, en termes de comparaison internationale, la croissance enregistrée en Tunisie a été plus élevée que celle de la plupart des pays du monde, à l'exception des « dragons asiatiques ».

Toutefois, pour le diplômé de l'Ecole centrale de Paris, « ce chemin parcouru, si brillant soit-il, ne doit



Afif Chelbi

pas occulter les lacunes qui ont empêché la Tunisie de faire perdurer ces taux de croissance les plus élevés enregistrés dans le monde ».

Et Afif Chelbi de poursuivre : « *Ces imperfections se rapportent tout d'abord aux failles de gouvernance mais également à un blocage idéologique quant aux rôles respectifs de l'Etat et du secteur privé* ». Ce secteur était encore embryonnaire et ne pouvait relever les grands défis économiques.

L'orateur a ensuite explicité ce qu'il a qualifié de « *tunisification en urgence* » de l'économie nationale qui s'est déployée sur plusieurs étapes. La première a concerné la période 1956-1960-, où il a été procédé à la nomination de cadres nationaux aux principaux postes administratifs tout en gardant un petit nombre de fonctionnaires français. Certaines entreprises opérant dans des secteurs stratégiques tels que les chemins de fer, l'électricité, le commerce extérieur... ont été nationalisées. En 1958, il y eut création de la Banque centrale, dotée de surcroît de la monnaie nationale.

La deuxième étape s'étalant de 1961 à 1970 a été marquée par le rôle prépondérant qu'a joué l'Etat tunisien dans la gestion de l'affaire économique.

Afif Chelbi a précisé dans ce sens qu'avec « *la nomination en 1960 d'Ahmed Ben Salah au gouvernement, les orientations économiques plutôt libérales ont été abandonnées au profit d'une politique économique s'appuyant sur le rôle prépondérant de l'Etat avec une politique industrielle d'import substitution et une politique agricole coopérativiste* ».

Et Chelbi d'ajouter : « *Les perspectives décennales 1962/1971 traduisaient bien cette vision, déclinée dans le premier plan triennal (1962-1964), puis le deuxième plan quadriennal (1965/1968). Cette politique a permis de doter le pays d'infrastructures éducatives, sanitaires, électriques, hydrauliques, logistiques, etc. De grands projets industriels publics ont été lancés dans plusieurs régions, de même pour le secteur touristique qui a commencé au début des années 60* ».

En établissant le bilan de cette décennie, Afif Chelbi a conclu que « *cette orientation étatiste a dérapé avec la tentative de généralisation des coopératives ponctuelle par une forte opposition de la paysannerie, notamment au Sahel, base idéologique puis des grands propriétaires français qui commençaient à en pâtir dès 1968* ».

Il s'agit pour l'ancien ministre d'un échec qui a laissé des traces durables dans l'esprit des décideurs : « *Le traumatisme des années 60* » a constitué un frein à un développement plus soutenu de la Tunisie durant les décennies suivantes.

Heureusement que Bourguiba a révisé la copie pour se lancer dans une politique libérale. Il s'agissait selon Afif Chelbi, d'un tournant libéral qui a été engagé dans la 2^e décennie (1971/1980/). Il a été procédé



La création de la Banque centrale en 1958 fut parmi les décisions stratégiques dans la réforme économique entreprise par Bourguiba

lors de cette période à l'encouragement de l'initiative privée et des exportations. Ce tournant libéral, indique l'intervenant, a été marqué par la loi 72, la plus importante mesure des politiques économiques sur 50 ans. La décennie du déclin, considère Afif Chelbi, a démarré en 1980 avec les événements de Gafsa en janvier de la même année et dont l'une des conséquences fut le départ de Hédi Nouira auquel succèdera Mohamed Mzali qui a entamé son mandat par des ouvertures politiques.

En guise de conclusion, l'ancien ministre de l'Industrie a appelé, face à la crise économique aiguë qui secoue notre pays, à retrouver le patriotisme et le volontarisme de Bourguiba « *pour mettre en œuvre des politiques économiques audacieuses* ».

Afif Chelbi a clos son discours par une citation de l'homme d'État et diplomate français Talleyrand : « *Faute de richesse, une nation est pauvre, faute de patriotisme, c'est une pauvre nation* ». ■